

RÉSULTATS DES VOTES

Signification des abréviations et des symboles	
+	adopté
-	rejeté
↓	caduc
R	retiré
AN (... , ... , ...)	vote par appel nominal (voix pour, voix contre, abstentions)
VE (... , ... , ...)	vote électronique (voix pour, voix contre, abstentions)
div	vote par division
vs	vote séparé
am	amendement
AC	amendement de compromis
PC	partie correspondante
S	amendement suppressif
=	amendements identiques
§	paragraphe
art	article
cons	considérant
PR	proposition de résolution
PRC	proposition de résolution commune
SEC	vote au scrutin secret

1. Protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel *II**

Recommandation pour la deuxième lecture: Jan Philipp Albrecht (A8-0139/2016)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Approbation sans vote			

2. Traitement des données à caractère personnel à des fins de prévention des infractions pénales *II**

Recommandation pour la deuxième lecture: Marju Lauristin (A8-0138/2016)

Objet	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Approbation sans vote			

3. Utilisation des données des dossiers passagers (UE-PNR) *I**

Deuxième rapport: Timothy Kirkhope (A8-0248/2015)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de rejet de la proposition de la Commission	55	Plus de 40 députés	AN	-	146, 473, 13
Ensemble du texte bloc n° 1	53 PC	commission	AN	+	460, 173, 6
Bloc n° 2	1-52	commission	AN	↓	
amendement 53, article 2	53 PC	commission	AN	+	471, 149, 25
(amendement 53, article 3, point 3)	53 PC	commission	AN	+	470, 142, 32
Article 2, point i (amendement 53, article 3, point 9)	53 PC	commission	AN	+	481, 144, 17
	58	Verts/ALE	AN	↓	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Article 4, § 1 (amendement 53, Article 6, § 1)	59	Verts/ALE	AN	-	130, 491, 22
	53 PC	commission	AN	+	490, 130, 26
(amendement 53, article 6, § 9)	53 PC	commission	div		
			1/AN	+	572, 67, 7
			2/AN	+	484, 147, 13
(amendement 53, article 8, § 1)	53 PC	commission	div		
			1/AN	+	558, 47, 42
			2/AN	+	476, 147, 20
Article 7, § 1 (amendement 53, article 9, § 1)	54	ALDE	AN	-	163, 457, 29
	53 PC	commission	AN	+	496, 147, 8
Article 9 (amendement 53, article 12)	53 PC	commission	AN	+	467, 175, 7
	60	Verts/ALE	AN	↓	
Après l'article 16	61	Verts/ALE	AN	-	154, 491, 7
(amendement 53, article 19, § 3)	53 PC	commission	AN	+	502, 142, 8
Considérant 10	53 PC	commission	AN	+	475, 157, 22
	56	Verts/ALE	AN	↓	
Considérant 32 (amendement 53, considérant 37)	53 PC	commission	AN	+	469, 176, 9
	57	Verts/ALE	AN	↓	
vote: proposition de la Commission			AN	+	463, 174, 16
vote: résolution législative			AN	+	461, 179, 9

Demandes de vote par appel nominal

GUE/NGL: amendement 55

Verts/ALE: amendements 1-52 (vote en bloc), 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, proposition de la Commission

PPE: amendements 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61

Demandes de vote séparé

Verts/ALE: Article 2 de l'amendement 53; Article 3, point 3 de l'amendement 53; Article 19, § 3 de l'amendement 53

Demandes de votes par division

Verts/ALE:

article 6, § 9 de l'amendement 53

1ère partie "Les conséquences des évaluations des passagers visées au paragraphe 2, point a), du présent article ne compromettent pas le droit d'entrée des personnes jouissant du droit de l'Union à la libre circulation sur le territoire de l'État membre concerné prévu dans la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil ."

2ème partie "En outre, lorsque des évaluations sont réalisées pour des vols intra-UE entre des États membres auxquels s'applique le règlement (CE) n° 562/2006 du Parlement européen et du Conseil , les conséquences de ces évaluations doivent respecter ledit règlement."

article 8, § 1 de l'amendement 53

1ère partie "Les États membres adoptent les mesures nécessaires pour veiller à ce que les transporteurs aériens transfèrent (par la "méthode push") les données PNR énumérées à l'annexe I, pour autant qu'ils aient déjà recueilli de telles données dans le cours normal de leurs activités, vers la base de données de l'UIP de l'État membre sur le territoire duquel le vol atterrira ou du territoire duquel il décollera. Lorsqu'il s'agit d'un vol en partage de code entre un ou plusieurs transporteurs aériens, l'obligation de transférer les données PNR de tous les passagers du vol incombe au transporteur aérien qui assure le vol. Lorsqu'un vol extra-UE comporte une ou plusieurs escales dans des aéroports des États membres, les transporteurs aériens transfèrent les données PNR de tous les passagers aux UIP de tous les États membres concernés."

2ème partie "Il en est de même lorsqu'un vol intra-UE comporte une ou plusieurs escales dans les aéroports de différents États membres, mais uniquement en ce qui concerne les États membres qui recueillent les données PNR des vols intra-UE."

4. Pakistan, en particulier l'attentat perpétré à Lahore

Propositions de résolution: B8-0471/2016, B8-0474/2016, B8-0475/2016, B8-0476/2016, B8-0467/2016, B8-0468/2016, B8-0466/2016

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
-------	-------	--------	----------	------	--------------------------------

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution commune RC-B8-0466/2016 (PPE, S&D, ECR, ALDE, Verts/ALE, EFDD)					
Après le § 12	2	Verts/ALE		+	
Après le § 13	1	Verts/ALE		-	
§ 16	4	GUE/NGL		-	
Après le considérant L	3	GUE/NGL		-	
vote: résolution (ensemble du texte)				+	
Propositions de résolution des groupes politiques					
B8-0466/2016		EFDD		↓	
B8-0467/2016		Verts/ALE		↓	
B8-0468/2016		S&D		↓	
B8-0471/2016		PPE		↓	
B8-0474/2016		ECR		↓	
B8-0475/2016		GUE/NGL		↓	
B8-0476/2016		ALDE		↓	

5. Honduras: situation des défenseurs des droits de l'homme

Propositions de résolution: B8-0472/2016, B8-0473/2016, B8-0477/2016, B8-0480/2016, B8-0482/2016, B8-0470/2016, B8-0469/2016

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution commune RC-B8-0469/2016 (PPE, S&D, ECR, ALDE, GUE/NGL, Verts/ALE, EFDD, Barbara Kappel)					
§ 9	§	texte original	div		
			1	+	
			2/VE	+	421, 205, 22
			3	+	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Considérant A	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
Considérant C	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
Considérant J	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
vote: résolution (ensemble du texte)				+	
Propositions de résolution des groupes politiques					
B8-0469/2016		ECR		↓	
B8-0470/2016		EFDD		↓	
B8-0472/2016		Verts/ALE		↓	
B8-0473/2016		S&D		↓	
B8-0477/2016		PPE		↓	
B8-0480/2016		GUE/NGL		↓	
B8-0482/2016		ALDE		↓	

Demandes de votes par division

PPE:

§ 9

1ère partie

"est d'avis que les activités des investisseurs européens doivent être intégrées dans un ensemble solide de politiques de garanties sociales et environnementales;"

2ème partie

"soutient fermement la mise en œuvre des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, avec des exigences de diligence raisonnable, des mesures de sauvegarde de la gestion des risques, ainsi que des recours efficaces lorsqu'ils s'avèrent nécessaires;"

3ème partie

"se félicite du fait que FMO et Finnfund aient condamné publiquement le meurtre de Berta Cáceres et aient demandé une enquête approfondie, et du fait que le 16 mars 2016, à la suite de rapports sur le meurtre de Nelson García, FMO ait suspendu l'ensemble de ses activités;"

considérant A
 1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion des termes "de détentions arbitraires"
 2ème partie ces termes

considérant C
 1ère partie "considérant que, en dépit de ce qui précède, le Honduras est désormais devenu l'un des pays les plus dangereux de la région pour les défenseurs des droits de l'homme; considérant que le Honduras est l'un des pays les plus violents du monde"
 2ème partie "pour les militants dans le domaine environnemental, au moins 109 d'entre eux ayant été assassinés entre 2010 et 2015;"

considérant J
 1ère partie "considérant que le meurtre du 24 janvier 2016 de Paola Barraza, une femme transsexuelle défenseur des droits des personnes LGBTI et membre de l'association Arcoiris, attire l'attention sur le danger croissant auquel est exposée la communauté LGBTI au Honduras;"
 2ème partie "considérant que son assassinat est le dernier d'une série de meurtres violents de membres actifs d'organisations de défense des droits de l'homme des personnes LGBTI au cours de ces 11 derniers mois, y compris les meurtres de Angy Ferreira, Violeta Rivas, Gloria Carolina Hernández Vásquez (connue aussi sous le nom de Génesis Hernández), Jorge Alberto Castillo, Estefanía Zúñiga, Henry Matamoros et Josselin Janet Aceituno Suazo; considérant que 235 personnes LGBTI auraient été tuées au Honduras depuis 1994, seuls 48 cas ayant été jugés; considérant que d'après le commissaire national des droits de l'homme, 92 % des crimes n'ont pas fait l'objet d'une enquête en bonne et due forme et n'ont pas été élucidés;"

Divers

Marijana Petir (groupe PPE) a retiré sa signature de la proposition de résolution commune RC-B8-0469/2016.

6. Nigeria

Propositions de résolution: B8-0479/2016, B8-0481/2016, B8-0483/2016, B8-0484/2016, B8-0485/2016, B8-0486/2016, B8-0478/2016

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution commune RC-B8-0478/2016 (PPE, S&D, ECR, ALDE, GUE/NGL, Verts/ALE, EFDD, Barbara Kappel)					
Après le § 9	1	GUE/NGL	div		
			1	+	
			2	-	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 11	§	texte original	vs	+	
Après le § 15	2	GUE/NGL		-	
vote: résolution (ensemble du texte)				+	
Propositions de résolution des groupes politiques					
B8-0478/2016		EFDD		↓	
B8-0479/2016		ECR		↓	
B8-0481/2016		Verts/ALE		↓	
B8-0483/2016		S&D		↓	
B8-0484/2016		PPE		↓	
B8-0485/2016		GUE/NGL		↓	
B8-0486/2016		ALDE		↓	

Demandes de vote séparé

ECR: § 11

Demandes de votes par division

PPE:

amendement 1

1ère partie

"demande une enquête internationale, sous l'égide des Nations unies, chargée de déterminer les responsabilités de pays tiers dans l'organisation et le financement des groupes terroristes présents dans la région, tels que Boko Haram,"

2ème partie

"ainsi que la responsabilité des multinationales et des gouvernements dans l'accaparement des richesses et l'aggravation des tensions économiques, sociales et culturelles, y compris par la fraude fiscale;"

Divers:

Anna Záborská (groupe PPE) a retiré sa signature de la proposition de résolution commune RC-B8-0478/2016.

7. Protection des secrets d'affaires contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites *I**

Rapport: Constance Le Grip (A8-0199/2015)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
-------	-------	--------	----------	------	--------------------------------

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de rejet de la proposition de la Commission	3	Plus de 40 députés	AN	-	129, 509, 14
Ensemble du texte - bloc n° 1	2	commission		+	
Bloc n° 2	1	commission		↓	
vote: proposition de la Commission				+	
vote: résolution législative			AN	+	503, 131, 18

Demandes de vote par appel nominal

Verts/ALE: amendement 3

8. État prévisionnel des recettes et des dépenses du Parlement européen pour l'exercice 2017

Rapport: Indrek Tarand (A8-0131/2016)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 3	§	texte original	div		
			1	+	
			2	-	
§ 5	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 6	8	PPE	VE	+	362, 235, 46
§ 7	16	EFDD	AN	-	213, 407, 24
§ 21	9	PPE		-	
§ 22	6	S&D		-	
	10	PPE	VE	-	280, 361, 7

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 23	§	texte original	div		
			1/VE	+	419, 200, 21
			2	+	
§ 25	11	PPE	VE	+	315, 288, 39
§ 26	§	texte original	AN	+	546, 44, 58
§ 27	17	EFDD		-	
§ 28	27	GUE/NGL		-	
Après le § 28	18	EFDD		-	
§ 29	3	Verts/ALE	AN	+	332, 292, 21
§ 31	1	ENF	AN	-	130, 481, 20
§ 32	12	PPE	VE	-	238, 374, 30
Après le § 32	28	GUE/NGL	AN	+	438, 200, 8
§ 37	§	texte original	AN	+	474, 118, 50
§ 38	§	texte original	AN	+	569, 49, 26
Après le § 38	29	GUE/NGL		-	
§ 39	19	EFDD		-	
Après le § 39	30	GUE/NGL		-	
	31	GUE/NGL		-	
§ 40	20	EFDD		-	
Après le § 40	32	GUE/NGL		-	
§ 41	15	PPE	VE	-	268, 305, 69
§ 42	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Après le § 42	7	Verts/ALE		-	
§ 46	33	GUE/NGL		R	
	13	PPE		R	
	2	ENF	AN	-	70, 542, 18
	21	EFDD		-	
§ 48	22	EFDD	AN	+	330, 277, 39
	§	texte original	vs	↓	
§ 49	14= 23=	PPE EFDD		+	
Après le § 49	4	Verts/ALE	AN	-	114, 477, 56
	5	Verts/ALE	AN	-	245, 335, 62
§ 52	24	EFDD	AN	-	128, 498, 17
	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
Après le § 52	25	EFDD		-	
§ 53	§	texte original	vs	+	
Après le § 55	26	EFDD		-	
	34	GUE/NGL		-	
Après le § 56	35	GUE/NGL	VE	+	350, 219, 71
vote: résolution (ensemble du texte)			AN	+	409, 221, 13

Demandes de vote par appel nominal

ECR: § 37
 ENF: amendement 1, 2, 5, 16, 22, 24, 28
 GUE/NGL: §§ 26, 38
 Verts/ALE: amendement 3, 4, 5 et § 37

Demandes de vote séparé

ENF: §§ 48, 53

Demandes de votes par division

S&D:

§ 3

1ère partie "confirme que des dépenses extraordinaires, représentant, par rapport au budget 2016, une augmentation de 0,2 % pour la suppression progressive des mesures dérogatoires temporaires relatives à l'utilisation de la langue irlandaise qui avaient été fixées par le règlement n° 1 du 15 avril 1958"

2ème partie "et de 2,6 % pour des besoins supplémentaires en matière de sécurité et de cybersécurité, ont été demandées;"

§ 5

1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion des termes "à la suite de l'analyse présentée au Bureau en février 2016 et complétée par l'évaluation réalisée après les événements du 22 mars 2016"

2ème partie ces termes

§ 23

1ère partie "estime qu'il y a lieu d'évaluer les besoins des députés dans leurs circonscriptions respectives, compte tenu de leurs différences, afin de leur permettre de mieux s'acquitter de leurs activités dans leurs circonscriptions;"

2ème partie "estime que des espaces de travail mobiles pour les députés ainsi qu'une assistance pour les députés dans leurs circonscriptions devraient se fonder sur une évaluation des besoins réels et de l'utilisation et ne devraient pas engendrer de coûts supplémentaires significatifs ou récurrents pour le Parlement; insiste pour qu'aucun équipement informatique ne soit fourni étant donné que l'indemnité de frais généraux offre des moyens suffisants pour acheter du matériel de pointe; s'interroge quant à la nécessité de développer un espace de travail mobile privé pour les députés, étant donné que cela ne semble pas correspondre pas à la manière dont les députés et leurs cabinets s'organisent;"

§ 42

1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion des termes "en particulier pour les activités des intergroupes du Parlement européen; considère que le système de profilage linguistique utilisé depuis octobre 2014 pour les amendements en commission offre un exemple des gains d'efficacité qui peuvent être réalisés et développés plus avant"

2ème partie ces termes

ENF:

§ 52

1ère partie "reconnait le rôle de sensibilisation aux activités du Parlement et de l'Union en général que jouent les bureaux d'information du Parlement européen; estime qu'il convient d'envisager des mesures pour renforcer l'efficacité des bureaux d'information du Parlement;"

2ème partie "considère que les bureaux d'information du Parlement doivent autant que possible occuper le même bâtiment que les représentations de la Commission et partager des services administratifs avec celles-ci; demande d'évaluer les objectifs, les tâches et les performances des bureaux d'information du Parlement, et, sur cette base, de définir les priorités;"

Divers:

M. le Président a déclaré irrecevable la première partie de l'amendement 18: "estime que les députés devraient servir d'exemple aux citoyens qui se trouvent confrontés aux conséquences catastrophiques engendrées par la crise économique dans plusieurs États membres et demande, dès lors, que leur rémunération et leurs indemnités soient réduites d'au moins 15 %;"

9. Rapport sur la Turquie 2015

Proposition de résolution: B8-0442/2016

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution B8-0442/2016 commission AFET					
§ 2	9	ENF	AN	-	80, 551, 8
	18	Plus de 40 députés	VE	-	227, 389, 20
	19	GUE/NGL	AN	-	247, 355, 41
§ 5	20	GUE/NGL	AN	-	159, 470, 12
	§	texte original	AN	+	435, 176, 35
§ 7	21	GUE/NGL	AN	-	115, 513, 13
	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 8	22= 37=	GUE/NGL, S&D, GUE/NGL	AN	+	479, 116, 45
§ 9	23	GUE/NGL	AN	-	238, 358, 47
	§	texte original	div		
			1	+	
			2/VE	+	397, 219, 16
			3	+	
§ 10	38	S&D, ALDE, Verts/ALE		+	
§ 13	§	texte original		+	modifié oralement
§ 14	7 S	PPE		+	
	42	Verts/ALE		↓	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations	
§ 15	36	ALDE, S&D		+		
§ 19	10	ENF	AN	-	159, 431, 32	
§ 26	24	GUE/NGL	AN	+	562, 69, 1	
§ 27	25	GUE/NGL	AN	-	115, 458, 53	
	44	Verts/ALE		-		
	43	Verts/ALE		-		
Après le § 28	26	GUE/NGL	AN	-	113, 447, 70	
§ 29	39	S&D, GUE/NGL, Verts/ALE		+		
Après le § 31	46	Verts/ALE		-		
§ 32	27	GUE/NGL	AN	-	149, 432, 49	
	35	ALDE, PPE, S&D		+		
§ 34	11	ENF		-		
	45	Verts/ALE		-		
§ 35	12	ENF		-		
§ 37	13	ENF		-		
	3	PPE, ALDE	VE	+	304, 297, 19	
	§	texte original	div			
			1	↓		
			2	↓		
§ 38	14	ENF		-		
	28	GUE/NGL	AN	-	117, 464, 44	
	§	texte original	div			
			1	+		
			2	+		

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 39	40	S&D, ALDE, Verts/ALE		+	
§ 41	29	GUE/NGL	AN	-	56, 495, 68
	§	texte original	div		
			1	+	
2	+				
§ 42	4	PPE	VE	+	407, 192, 15
	41	S&D, ALDE, Verts/ALE		+	
Après le § 42	30	GUE/NGL	AN	-	101, 492, 21
§ 43	31	GUE/NGL	AN	-	55, 538, 21
§ 44	32	GUE/NGL		-	
	§	texte original	vs	+	
§ 45	15	ENF	AN	-	70, 487, 53
	33	GUE/NGL		-	
	5	PPE	VE	-	243, 331, 30
§ 46	16	ENF		-	
	47	Verts/ALE	AN	-	173, 407, 25
§ 52	17	ENF	AN	-	67, 522, 14
	6	PPE	VE	-	202, 293, 104
	34	GUE/NGL	AN	-	106, 466, 28
Visa 9	§	texte original	div		
			1	+	
			2	-	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Visa 10	1	PPE	VE	+	341, 243, 16
Visa 17	2	PPE		+	
Considérant B	8	ENF		-	
	§	texte original	vs	-	
Considérant C	§	texte original	vs	+	
vote: résolution (ensemble du texte)			AN	+	375, 133, 87

Demandes de vote par appel nominal

ENF: § 5, amendements 9, 10, 15, 17

GUE/NGL: amendements 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 34, 47, vote final

Demandes de vote séparé

PPE: considérants B, C

EFDD: § 44

Demandes de votes par division

PPE:

§ 7

1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion des termes "et d'inviter le ministre turc des affaires étrangères aux réunions du Conseil "Affaires étrangères" lorsqu'il y a lieu"

2ème partie ces termes

Visa 9

1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion du terme "d'adhésion"

2ème partie ce terme

EFDD:

§ 37

1ère partie "est favorable à un nouvel engagement politique entre l'Union et la Turquie pour faire face aux défis géopolitiques, notamment à la crise des réfugiés et des migrants;"

2ème partie "reconnait la contribution humanitaire notable de la Turquie qui accueille la plus grande population de réfugiés au monde; prie instamment l'Union européenne et la Turquie de joindre leurs efforts pour améliorer et garantir des conditions de vie décentes et des capacités de base dans les camps de réfugiés, mais aussi pour faciliter le travail du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, afin d'éviter l'exode massif de migrants; demande instamment à l'Union de continuer à travailler avec les représentants du gouvernement turc afin de garantir un recensement correct des migrants; rappelle que la Turquie est l'un des principaux pays de transit pour les migrants et réfugiés originaires non seulement de Syrie, mais aussi de nombreux autres pays, qui prennent le chemin de l'Union; souligne qu'il est essentiel de coopérer avec la Turquie afin de gérer la crise des réfugiés et de prévenir les décès de migrants en mer;"

§ 38

1ère partie

"salue la mise en œuvre, le 29 novembre 2015, du plan d'action commun UE-Turquie sur les réfugiés et la gestion des migrations au titre d'un programme de coopération global reposant sur une responsabilité partagée, des engagements mutuels et l'obtention de résultats concrets, et souligne la nécessité de le déployer sans plus attendre;"

2ème partie

"insiste sur le fait que la coopération entre l'Union et la Turquie en matière de migration ne devrait pas être subordonnée au calendrier, au contenu et aux conditions du processus de négociation; estime que laisser la Turquie gérer la crise des réfugiés n'est pas une solution crédible à long terme; demande aux États membres de l'Union de faire preuve de solidarité et d'élargir la base des pays qui acceptent de réinstaller les réfugiés dans un esprit de partage des charges et des responsabilités;"

§ 41

1ère partie

"se félicite que la Turquie ait, jusqu'à il n'y a pas si longtemps, gardé ses frontières ouvertes aux réfugiés syriens; salue l'entrée en vigueur de nouvelles règles dans le système turc de délivrance de visas qui ont déjà entraîné une forte diminution du nombre de traversées illégales; souligne néanmoins qu'une politique bien plus stricte en matière de visas doit être appliquée aux pays qui constituent une source importante de migration illégale afin d'endiguer le flux de migrants qui n'ont pas besoin de protection internationale et affluent vers l'Europe via la Turquie;"

2ème partie

"souligne que la Turquie a besoin de toute l'assistance possible pour renforcer la sécurité à ses frontières et intensifier sa lutte contre les trafiquants d'êtres humains; demande à la Turquie de ne faire preuve d'aucune tolérance et de prendre des mesures efficaces pour arrêter les trafiquants d'êtres humains ainsi que le flux de réfugiés vers les îles grecques qui se traduit par de graves problèmes humanitaires, socio-politiques et sécuritaires dans l'Union européenne; incite la Turquie, la Bulgarie et la Grèce à plus de coopération dans la zone des opérations de recherche et de sauvetage en mer Égée, et invite Frontex à épauler les gardes-côtes turcs et à développer les échanges bilatéraux d'informations; reconnaît que des mesures contre le trafic ne peuvent être efficaces que si elles s'accompagnent de la garantie d'avoir des routes sûres et légales permettant aux réfugiés et aux demandeurs d'asile d'entrer dans l'Union européenne;"

PPE, ENF:

§ 9

1ère partie

"estime que, conformément à l'engagement pris par l'Union en faveur de l'état de droit et des valeurs fondamentales, il convient de mener d'urgence en Turquie des réformes au sein de l'appareil judiciaire, dans les domaines des droits fondamentaux et de la justice ainsi que de la liberté et de la sécurité;"

2ème partie

"demande au Conseil, sans préjudice des positions des États membres et une fois les critères officiels d'ouverture satisfaits, d'ouvrir les chapitres 23 (appareil judiciaire et droits fondamentaux) et 24 (justice, liberté et sécurité) ainsi que de veiller à ce que le processus de réforme en Turquie respecte les valeurs et les normes de l'Union;"

3ème partie

"demande à la Turquie d'engager pleinement le dialogue avec le Conseil de l'Europe et la Commission de Venise en matière de réforme judiciaire;"

Divers

Bodil Valero a présenté un amendement oral au § 13:

"13. demande que l'indépendance des médias du holding Koza İpek et du groupe de presse Feza soit rétablie et que tous les représentants des autorités quittent les conseils d'administration, que les dizaines de travailleurs licenciés qui ont exprimé leur mécontentement à l'égard de cette mainmise des autorités soient rétablis dans leurs fonctions et que les plaintes pour terrorisme soient retirées;"

10. Rapport sur l'Albanie 2015

Proposition de résolution: B8-0440/2016

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution B8-0440/2016 commission AFET					
§ 1	8	ENF		-	
§ 4	§	texte original	div		
			1	+	
			2	-	
§ 10	1	PPE		+	
Après le § 14	2	Verts/ALE		-	
§ 20	§	texte original	div		
			1	+	
			2/VE	+	307, 174, 25
Après le § 21	3	Verts/ALE		+	
	4	Verts/ALE		-	
Après le § 22	5	Verts/ALE		-	
§ 26	6	Verts/ALE		-	
Après le § 26	7	Verts/ALE	VE	+	313, 192, 5
vote: résolution (ensemble du texte)				+	

Demandes de votes par division

S&D:

§ 20

1ère partie

Ensemble du texte à l'exclusion des termes "juge préoccupante la large diffusion de l'autocensure chez les journalistes, que l'on empêche parfois physiquement de couvrir certains événements spécifiques et qui sont agressés et menacés en raison de leur travail, de même que l'interférence directe dans l'autonomie rédactionnelle; regrette, dans ce contexte, que le Balkan Investigative Reporting Network ait été menacé de poursuites pour diffamation après son enquête sur le passé criminel d'un candidat au poste de maire lors des élections locales de 2015; demande que des mesures soient prises pour renforcer les normes professionnelles et éthiques des journalistes; demande que la mise en œuvre de la loi sur les médias audiovisuels soit renforcée; souligne la nécessité de renforcer la transparence de la publicité du gouvernement dans les médias et de fournir des efforts supplémentaires pour garantir l'indépendance de l'autorité chargée de l'audiovisuel et du radiodiffuseur public; s'inquiète du changement des procédures d'élection du directeur général de la radio-télévision publique albanaise (RTSh);"

2ème partie

ces termes

PPE:

§ 4

1ère partie

Ensemble du texte à l'exclusion des termes "et les milieux d'affaires"

2ème partie

ces termes

11. Rapport sur la Bosnie-Herzégovine 2015

Proposition de résolution: B8-0441/2016

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Proposition de résolution B8-0441/2016 commission AFET					
§ 1	§	texte original	AN	+	423, 56, 27
§ 2	§	texte original	AN	+	406, 67, 30
§ 3	3	Verts/ALE		-	
§ 4	9	ENF		-	
	2	ALDE		+	
	4	Verts/ALE		-	
§ 7	10	ENF		-	
	§	texte original	div		
1			+		

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
			2/AN	+	427, 71, 10
§ 8	11	ENF		-	
§ 11	12	ENF		-	
§ 15	14	PPE		+	
§ 22	13	ENF		-	
§ 26	§	texte original	div		
			1	+	
			2/AN	+	271, 201, 27
§ 31	5	Verts/ALE		-	
Après le § 36	1	S&D		+	
§ 42	6	Verts/ALE		-	
Après le § 42	7	Verts/ALE	VE	+	258, 216, 10
Après le § 45	8	Verts/ALE		-	
Visa 10	§	texte original	vs	+	
Visa 11	§	texte original	vs	+	
Visa 12	§	texte original	vs	+	
vote: résolution (ensemble du texte)				+	

Demandes de vote par appel nominal

ENF: §§ 1, 2

S&D: § 26 (2ème partie)

Demandes de vote séparé

ENF: tirets 10, 11, 12

Demandes de votes par division

S&D:

§ 26

1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion des termes "aux trois peuples constitutifs et" et "autres"

2ème partie ces termes

EFDD:

§ 7

1ère partie

Ensemble du texte à l'exclusion des termes "demande l'abandon complet de l'idée d'un référendum, dans la mesure où ce dernier risque de mettre à mal la cohésion, la souveraineté et l'intégrité du pays et pourrait compromettre les efforts accomplis pour améliorer la situation socio-économique de tous les citoyens de la Bosnie-Herzégovine et accomplir des progrès supplémentaires en matière d'intégration à l'Union européenne;"

2ème partie

ces termes

12. Remplir l'objectif de lutte contre la pauvreté dans le contexte de l'augmentation des coûts des ménages

Rapport: Tamás Meszerics (A8-0040/2016)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 2	§	texte original	AN	+	370, 57, 44
§ 3	§	texte original	div		
			1/AN	+	367, 71, 31
			2/AN	-	219, 243, 8
§ 4	§	texte original	AN	+	406, 45, 18
§ 5	§	texte original	vs	+	
§ 6	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 7	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
			3/VE	-	194, 254, 2
§ 8	§	texte original	AN	+	351, 79, 29
§ 9	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 13	§	texte original	vs	+	
§ 15	§	texte original	vs	+	
§ 16	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 18	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 19	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 22	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 23	§	texte original	vs	+	
§ 24	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 26	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 32	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 33	§	texte original	div		
			1	+	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
			2	+	
§ 34	§	texte original	div		
			1/AN	+	292, 130, 20
			2/AN	+	240, 195, 5
§ 35	§	texte original	vs	-	
§ 36	§	texte original	div		
			1	-	
			2	+	
			3	+	
§ 37	§	texte original	div		
			1	+	
			2	-	
§ 40	§	texte original	vs	+	
§ 41	§	texte original	vs	+	
§ 42	§	texte original	vs	+	
§ 43	§	texte original	vs	+	
§ 45	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
			3	+	
§ 49	§	texte original	div		
			1/AN	+	342, 80, 13
			2/AN	+	309, 113, 7
§ 54	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 57	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 60	§	texte original	vs	+	
§ 64	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 69	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 71	§	texte original	AN	+	335, 75, 21
Considérant A	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
Considérant B	§	texte original	vs	+	
Considérant H	§	texte original	AN	+	406, 7, 16
Considérant M	§	texte original	div		
			1	+	
			2	-	
Considérant N	§	texte original	div		
			1	+	
			2	-	
Considérant P	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Considérant Q	§	texte original	div		
			1	+	
			2/VE	-	185, 216, 11
			3	+	
			4	+	
Considérant R	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
Considérant T	§	texte original	vs	-	
Considérant U	§	texte original	vs	+	
Considérant V	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
Considérant W	§	texte original	vs	+	
Considérant AB	§	texte original	vs	-	
Considérant AE	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
Considérant AF	§	texte original	vs	+	
Considérant AH	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
Considérant AI	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
Considérant AJ	§	texte original	vs	+	
Considérant AL	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
Considérant AM	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
Considérant AX	§	texte original	div		
			1	+	
			2/VE	+	232, 174, 2
vote: résolution (ensemble du texte)			AN	+	310, 73, 26

Demandes de vote par appel nominal

ALDE: § 49
 ENF: considérant H, §§ 4, 8, 71
 Verts/ALE: §§ 2, 3, 34

Demandes de vote séparé

PPE: considérants T, AB, AF, §§ 3, 34, 35, 42
 ECR: considérants U, AF, §§ 2, 3, 5, 8, 13, 15, 16, 34, 35, 36, 40, 41
 ALDE: considérants B, AB, AI, AJ, T, W, §§ 8, 23, 35, 43, 60
 GUE/NGL: §§ 9, 32, 41

Demandes de votes par division

PPE:
 considérant N
1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion des termes "et atteindre un niveau critique dans tous les États membres,"
2ème partie ces termes

considérant AX
1ère partie "considérant que le caractère transversal de la dimension hommes-femmes de la pauvreté appelle une stratégie globale de lutte contre la discrimination multiple"
2ème partie "et les questions telles que le logement, les dépenses énergétiques, les services publics, la sécurité de l'emploi, l'emploi précaire et les politiques fiscales;"

§ 37
1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion des termes "souligne qu'il existe déjà une "génération perdue";" et "dès lors"
2ème partie ces termes

§ 69

1ère partie

"constate que les écarts de rémunération et de pension entre les hommes et les femmes sont les principaux facteurs contribuant à la pauvreté des femmes; prend note des conséquences à long terme, sur la pauvreté des femmes, de leur exclusion des secteurs de l'économie traditionnellement dominés par les hommes, tels que la technologie, la science, les fonctions supérieures de direction et la prise de décision, mais aussi de la surreprésentation des femmes dans des secteurs à faibles salaires, tels que les soins aux personnes, les services publics, le travail à temps partiel et les emplois précaires faiblement rémunérés;"

2ème partie

"se dit inquiet du fait que la féminisation de la pauvreté soit partiellement due à des inégalités de longue date entre hommes et femmes en matière de normes, lesquelles amènent les entreprises et les accords salariaux à donner la priorité aux secteurs à dominante masculine comme le secteur financier;"

ECR:

considérant AH

1ère partie

"considérant que le logement représente le poste de dépense le plus important des ménages européens;"

2ème partie

"que l'envolée des prix liés au logement (foncier, propriété, location, consommation énergétique) constitue une source d'instabilité et d'anxiété et doit être considérée comme un sujet de préoccupation majeur;"

§ 19

1ère partie

"réaffirme l'importance de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles par l'éducation, y compris l'éducation formelle et informelle, ainsi que le rôle de l'éducation dans la lutte contre les stéréotypes sexistes et dans l'augmentation du revenu des femmes grâce à leur inclusion dans les secteurs où elles sont sous-représentées, comme la science, la technologie, l'ingénierie et la création d'entreprises,"

2ème partie

"et invite la Commission à intégrer des objectifs en matière de formation professionnelle des femmes dans les recommandations par pays;"

§ 26

1ère partie

Ensemble du texte à l'exclusion des termes "et la Commission" et ", au besoin,"

2ème partie

ces termes

§ 54

1ère partie

"rappelle que les locataires ont un accès limité aux subventions de l'efficacité énergétique étant donné qu'ils ne sont pas propriétaires; rappelle en outre que les locataires sont parfois moins incités à investir étant donné qu'ils déménagent plus facilement et fréquemment que les propriétaires; salue le projet pilote de la Commission intitulé "Précarité énergétique – Évaluation de l'incidence de la crise et examen des mesures existantes et d'éventuelles nouvelles mesures dans les États membres", destiné à résoudre ce problème;"

2ème partie

"demande à la Commission, sur la base des résultats de ce projet pilote, d'élaborer des dispositions visant à offrir des possibilités de financement par l'Union européenne des mesures prises par les locataires en matière d'efficacité énergétique;"

§ 57

1ère partie

"se félicite que la législation européenne en matière de politique énergétique reconnaisse des objectifs sociaux dans les politiques relatives à l'efficacité énergétique, notamment dans la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique et la directive 2010/31/UE sur la performance énergétique des bâtiments; regrette que les États membres ne tirent pas pleinement parti des dispositions pertinentes de la directive 2012/27/UE en faveur des ménages en situation de précarité énergétique ou dans les logements sociaux (article 7, paragraphe 7); invite la Commission, dans le cadre de l'examen et de l'évaluation des incidences du paquet de mesures en matière d'efficacité énergétique, à évaluer l'application et l'utilisation de l'article 5, paragraphe 7, et de l'article 7, paragraphe 7;"

2ème partie

"demande également à la Commission, sur la base de cette évaluation, d'envisager de renforcer l'article 7, et notamment son paragraphe 7, de façon à encourager les États membres à inclure dans leurs régimes d'obligations en matière d'efficacité énergétique des dispositions à visée sociale;"

§ 64

1ère partie

"observe que l'augmentation de l'efficacité énergétique, les progrès au niveau de la rénovation et le développement des énergies renouvelables sont essentiels à la lutte contre la pauvreté énergétique;"

2ème partie

"exprime sa préoccupation quant au fait que les politiques de rénovation des logements ne ciblent que rarement les personnes les plus vulnérables; insiste sur le fait que les politiques de rénovation des logements doivent avant tout cibler les ménages pauvres, économiquement exclus et vulnérables, en mettant l'accent sur ceux qui sont confrontés à des inégalités liées à la dimension hommes-femmes ou à des discriminations multiples;"

ALDE:

§ 3

1ère partie

Ensemble du texte à l'exclusion des termes "supérieur au seuil de pauvreté fixé à 60 % du revenu médian national dans l'ensemble des États membres"

2ème partie

ces termes

§ 9

1ère partie

Ensemble du texte à l'exclusion des termes "comme les jeunes femmes, les familles monoparentales et les femmes handicapées ou âgées"

2ème partie

ces termes

§ 24

1ère partie

Ensemble du texte à l'exclusion des termes "et garantir un revenu supérieur au seuil de pauvreté"

2ème partie

ces termes

considérant M

1ère partie

Ensemble du texte à l'exclusion des termes "les mesures de rigueur, l'augmentation des prix de l'immobilier"

2ème partie

ces termes

considérant P

1ère partie

"considérant que l'absence de logement adéquat et de chauffage suffisant a des conséquences négatives sur la santé, l'éducation, l'inclusion sociale et l'emploi des personnes, en particulier les plus vulnérables; que des personnes souffrent de ne pouvoir chauffer leur logement tant dans les États membres du Nord que du Sud;"

2ème partie

"que, selon les statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (SILC), la surcharge des coûts du logement (par statut d'occupation du logement) est plus élevée pour les locataires du secteur locatif privé dans certains États membres, ce qui peut s'expliquer par la mauvaise qualité et les prix élevés des logements; que de nombreuses familles ont du mal à payer le prix des biens et services essentiels, notamment en raison de la hausse des prix de l'énergie;"

considérant Q

1ère partie

Ensemble du texte à l'exclusion des termes "les prix élevés de l'énergie, les techniques commerciales et de marketing agressives," , " ou à des services en ligne" et "ainsi que la qualité et la performance énergétique du parc de logement;"

2ème partie

"les prix élevés de l'énergie, les techniques commerciales et de marketing agressives,"

3ème partie

"ou à des services en ligne"

4ème partie

"ainsi que la qualité et la performance énergétique du parc de logement;"

considérant V

1ère partie

"considérant que l'ONU a affirmé que le droit humain à l'eau et à l'assainissement donne à chacun le droit à une eau salubre, de qualité, physiquement accessible, d'un coût abordable, en quantité suffisante et d'une qualité acceptable pour les usages personnels et domestiques; que l'ONU a en outre recommandé que le prix de ces services, lorsqu'ils sont payants, ne dépasse pas 3 % du revenu d'un ménage;"

2ème partie

"que la privatisation des services liés à l'eau a des effets négatifs sur les ménages vivant dans des situations de pauvreté ou exposés au risque de pauvreté;"

ENF:

§ 6

1ère partie

Ensemble du texte à l'exclusion des termes "alors même que la stratégie Europe 2020 vise à réduire d'au moins 20 millions le nombre de personnes appartenant à ces catégories"

2ème partie

ces termes

§ 16

1ère partie

"rappelle l'avis du Comité économique et social européen intitulé "Pour une action européenne coordonnée pour prévenir et combattre la pauvreté énergétique" et prend acte de sa recommandation visant à "créer un Observatoire européen de la pauvreté mettant l'accent principal sur la pauvreté énergétique, qui intégrerait toutes les parties prenantes et qui contribuerait à définir des indicateurs européens de la pauvreté énergétique (avec Eurostat), à faire un état des lieux de la situation, à recenser les meilleures pratiques et à formuler des recommandations pour mieux prévenir et traiter le problème et asseoir une solidarité européenne dans ce domaine";"

2ème partie

"souligne l'importance de définir des indicateurs et de rassembler des données sur la consommation des ménages et les coûts liés à la précarité énergétique afin de disposer d'informations fiables pour définir des politiques fondées sur la réalité et procéder à un suivi efficace;"

§ 18

1ère partie

"invite le Conseil et les États membres, dans le contexte de pauvreté grandissante, à intensifier leurs efforts en vue de venir en aide aux personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale, qui comporte une nette dimension hommes-femmes,"

2ème partie

"par exemple au moyen d'une recommandation du Conseil, et ce afin de parvenir à l'objectif de réduction de la pauvreté fixé dans la stratégie Europe 2020;"

§ 32

1ère partie

"salue les travaux de la Commission visant à établir un budget de référence, ce qui constitue un pas dans la bonne direction étant donné que l'adoption d'une approche plus équilibrée des revenus et des dépenses des ménages pauvres au moyen de données demeure problématique; fait observer que les budgets de référence reflétant les coûts des ménages pourraient servir à définir l'aide à apporter et à tester sa pertinence; juge cet instrument crucial pour rétablir la cohésion sociale de l'Union européenne, réduire les inégalités et atteindre l'objectif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale de la stratégie Europe 2020;"

2ème partie

"souligne qu'une réduction des dépenses des ménages pauvres aura une incidence positive sur ceux-ci ainsi que sur l'économie, notamment l'économie locale, et sur la cohésion sociale;"

§ 33

1ère partie

Ensemble du texte à l'exclusion du terme "pauvres"

2ème partie

ce terme

§ 34

1ère partie

"souligne qu'il n'existe à l'heure actuelle aucune définition de la précarité énergétique au niveau de l'Union et qu'il est dès lors particulièrement difficile d'évaluer correctement la gravité, les causes et les conséquences de cet aspect de la pauvreté dans l'Union;"

2ème partie

"demande à la Commission et aux parties concernées de formuler une définition commune de la précarité énergétique et de définir les facteurs qui contribuent à la vulnérabilité des ménages;"

§ 49

1ère partie

Ensemble du texte à l'exclusion des termes "la Commission et"

2ème partie

ces termes

considérant A

1ère partie

"considérant qu'entre 2008 et 2013, le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'Union européenne est passé de 117 millions à 122,6 millions; qu'en 2013, 16,7 % de la population de l'Union européenne était à risque de pauvreté après transferts sociaux, 9,6 % était dans une situation de privation matérielle grave et 10,7 % des ménages étaient considérés comme étant à très faible intensité de travail;"

2ème partie

"que cette évolution va à l'encontre de l'objectif stratégique de l'Union européenne défini dans sa stratégie Europe 2020 et visant à réduire d'au moins 20 millions le nombre de personnes touchées ou menacées par la pauvreté et l'exclusion sociale d'ici 2020;"

considérant R

1ère partie

Ensemble du texte à l'exclusion des termes "et les minorités"

2ème partie

ces termes

considérant AE

1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion des termes "que la surcharge des coûts du logement a été définie comme une "tendance sociale à surveiller" dans le cadre du semestre européen;" et "l'Union européenne et"

2ème partie ces termes

considérant AI

1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion des termes "(c'est-à-dire les pays orientaux et méditerranéens)"

2ème partie ces termes

considérant AL

1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion des termes "essentiel" et "dans la réalisation de l'objectif de réduction de la pauvreté de la stratégie Europe 2020"

2ème partie ces termes

considérant AM

1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion des termes "le rapport d'Eurofound intitulé "Accès aux prestations sociales: réduire l'absence de couverture" souligne clairement que les prestations sociales et"

2ème partie ces termes

GUE/NGL:

§ 22

1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion des termes "dans le cadre du semestre européen"

2ème partie ces termes

ECR, ALDE

§ 7

1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion des termes "y compris un revenu minimum supérieur au seuil de pauvreté tout au long de la vie"

2ème partie "y compris un revenu minimum"

3ème partie "supérieur au seuil de pauvreté tout au long de la vie"

PPE, ALDE

§ 36

1ère partie "invite la Commission à présenter une communication sur la précarité énergétique en Europe, assortie d'un plan d'action permettant d'aider les États membres dans ce domaine;"

2ème partie "invite la Commission à fournir, dans ce cadre, des analyses d'impact et des informations sur les bonnes pratiques de lutte contre la précarité énergétique dans les États membres;"

3ème partie "souligne que l'énergie doit être abordable pour tous les citoyens de l'Union;"

ECR, ENF
§ 45

1ère partie

"rappelle qu'il pourrait y avoir de nombreux effets positifs à moyen terme si l'on axait certaines politiques et certains crédits de l'Union sur la réduction des dépenses énergétiques des ménages pauvres en investissant dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique: amélioration des conditions de vie et de la santé des personnes concernées, réduction des dépenses permettant aux familles pauvres de bénéficier d'un budget supplémentaire, augmentation des investissements locaux, création d'emplois locaux" sans les termes "et certains crédits de l'Union"

2ème partie

"et certains crédits de l'Union"

3ème partie

"et contribution aux objectifs de la stratégie Europe 2020;"

13. Secteur privé et développement

Rapport: Nirj Deva (A8-0043/2016)

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
§ 4	§	texte original	vs	+	
§ 11	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 17	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 21	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
			3	+	
§ 23	§	texte original	vs	+	
§ 25	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 32	§	texte original	div		
			1/AN	+	345, 23, 19

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
			2/AN	+	195, 168, 20
§ 36	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 37	§	texte original	div		
			1	+	
			2	-	
			3/VE	+	284, 76, 19
			4	+	
			5	+	
§ 41	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 55	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
§ 56	§	texte original	vs	+	196, 162, 19
§ 57	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
Considérant N	§	texte original	div		
			1	+	
			2	+	
Considérant U	§	texte original	div		
			1	+	
			2/VE	+	191, 184, 4

Objet	Am n°	Auteur	AN, etc.	Vote	Votes par AN/VE - observations
vote: résolution (ensemble du texte)			AN	+	266, 56, 39

Demande de vote par appel nominal

ECR: § 32

Demandes de vote séparé

ECR: § 4

Verts/ALE: §§ 23, 36, 56

Demandes de votes par division

ECR:

§ 17

1ère partie "reconnait également le droit de tous les pays, notamment des pays en développement, d'imposer des restrictions temporaires aux mouvements de capitaux afin d'éviter les crises financières causées par des flux financiers privés à court terme et instables;"

2ème partie "préconise de supprimer les restrictions de ce droit dans tous les accords relatifs au commerce et à l'investissement, y compris dans le cadre de l'OMC;"

§ 25

1ère partie "rappelle que les régimes tarifaires sont des composants essentiels d'un environnement réglementaire favorisant un développement du secteur privé ainsi que la création d'emplois au bénéfice des plus pauvres;"

2ème partie "relève toutefois avec inquiétude que les accords de partenariat économique (APE) prescrivent la réduction des droits à l'importation dans un grand nombre de secteurs économiques des pays ACP, alors que la suppression des droits sur les importations de l'Union se traduirait par une baisse considérable des recettes douanières, qui pourrait atteindre 15 % à 20 % des recettes publiques dans certains cas; demande instamment à l'Union d'élaborer sa politique commerciale conformément au principe de la cohérence des politiques au service du développement;"

§ 55

1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion des termes "sont associés à des subventions directes aux organisations de la société civile et"

2ème partie ces termes

PPE:

§ 36

1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion des termes "l'obtention de leur accord préalable libre et éclairé"

2ème partie ces termes

Verts/ALE:

§ 21

1ère partie

Ensemble du texte à l'exclusion des termes "moderniser le cadre réglementaire de ces pays en instaurant un environnement favorable aux initiatives privées ainsi que des mécanismes d'aide aux entreprises, tout en veillant à" et "invite les pouvoirs publics des pays partenaires à instaurer une clause de caducité permettant de supprimer les mesures redondantes; relève que la législation devrait être soumise à des analyses d'impact visant à en évaluer les incidences négatives sur la création d'emplois et les normes environnementales;"

2ème partie

"moderniser le cadre réglementaire de ces pays en instaurant un environnement favorable aux initiatives privées ainsi que des mécanismes d'aide aux entreprises, tout en veillant à"

3ème partie

"invite les pouvoirs publics des pays partenaires à instaurer une clause de caducité permettant de supprimer les mesures redondantes; relève que la législation devrait être soumise à des analyses d'impact visant à en évaluer les incidences négatives sur la création d'emplois et les normes environnementales;"

§ 41

1ère partie

2ème partie

Ensemble du texte à l'exclusion des termes "et les PPP "
ces termes

§ 57

1ère partie

"demande à la Commission de s'engager plus résolument à faire usage de son poids politique et des mécanismes de dialogue dont elle dispose à l'égard des gouvernements partenaires et des autorités locales afin de favoriser une interaction plus grande et plus constructive avec le secteur privé; fait remarquer que les documents de stratégie par pays, les programmes indicatifs nationaux et les opérations d'appui budgétaire pourraient être des instruments particulièrement indiqués pour ouvrir la voie à des réformes des milieux d'affaires et promouvoir l'industrialisation au niveau national;"

2ème partie

"recommande à l'Union d'adhérer au plan d'action de la CNUCED pour les investissements dans les ODD; attire l'attention sur le fait que la conception, la structuration et la mise en œuvre des PPP restent une entreprise difficile et complexe et que leur succès dépend également de l'environnement dans lequel ils sont mis en œuvre;"

considérant U

1ère partie

"considérant que, pour l'heure, les PPP dans les pays en développement se concentrent généralement dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et des télécommunications,"

2ème partie

"tandis que leur potentiel dans des secteurs comme l'agriculture, l'éducation, les technologies vertes, la recherche et l'innovation, les soins de santé et les droits de propriété reste largement inexploité;"

ECR, PPE:

considérant N

1ère partie

2ème partie

Ensemble du texte à l'exclusion des termes "les États membres de l'Union"
ces termes

§ 11

1ère partie

2ème partie

Ensemble du texte à l'exclusion des termes "obligatoires et accessibles au public"
ces termes

§ 32

1ère partie Ensemble du texte à l'exclusion des termes "la mise en place de règles contraignantes sur"
2ème partie ces termes

§ 37

1ère partie "souligne les risques associés aux PPP dans le secteur de l'agriculture, notamment l'accaparement de terres, qui doit être empêché; insiste sur le fait qu'il est important de concentrer l'aide sur les petits agriculteurs, en particulier les femmes; demande à Commission d'associer tout PPP dans le secteur agricole utilisant des fonds de l'Union à des dispositifs élaborés de protection des petits agriculteurs, des éleveurs et des autres utilisateurs vulnérables de terres contre une éventuelle perte d'accès à la terre ou à l'eau; fait valoir que les mesures de protection devraient comprendre une évaluation des risques sociaux et environnementaux,"
2ème partie "la consultation obligatoire des représentants légitimes des communautés concernées, l'obtention de leur accord libre et éclairé"
3ème partie "en amont de la réalisation de tout projet, ainsi que la fourniture de conseils juridiques à ces communautés si elles en ont besoin; recommande de remplacer les projets de la Nouvelle alliance du G8 par des initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme détaillé de développement de l'agriculture africaine; souligne que"
4ème partie "les compensations financières et sociales doivent être des engagements contraignants et que"
5ème partie "d'autres plans de développement devraient toujours être examinés;"